

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021



L'INSTITUT VEOLIA

Plateforme d'analyse et d'échanges entre les mondes académiques, économiques et la société civile, l'Institut Veolia contribue depuis 2001 à enrichir leurs réflexions sur **les grands enjeux planétaires** ainsi que la vision prospective du groupe Veolia.

L'Institut aborde les sujets au carrefour entre **la société et l'environnement**, comme le changement climatique ou la résilience des villes.

SOMMAIRE

4 EDITOS

- **Dinah Louda**, Présidente de l'Institut Veolia, et **Nicolas Renard**, Directeur exécutif de l'Institut Veolia
- **Pierre-Marc Johnson**, Président du Comité de prospective

8 L'INSTITUT VEOLIA

- Une démarche partenariale et multidisciplinaire
- Une gouvernance ouverte sur le monde
- Une légitimité reconnue
- Des travaux accessibles à tous

12 L'ANNÉE 2021

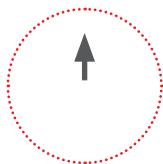
- Demain, la ville africaine
- Les Insights, nouvel outil de prospective interne
- Industrie et déchets : sur la voie de l'économie circulaire
- Les Rencontres de l'Institut

19 PERSPECTIVES 2022

- Transformation écologique : défis et opportunités

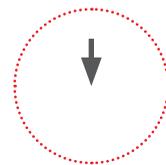


ÉDITO



DINAH LOUDA

Présidente de l'Institut Veolia



NICOLAS RENARD

Directeur exécutif de l'Institut Veolia



“

Le long terme est une des figures de l'intérêt général.

”

Des tendances lourdes, des signaux faibles, des incertitudes fortes. La prospective n'a jamais été une discipline aisée. Elle ne l'est pas plus aujourd'hui qu'hier. Et pourtant elle demeure indispensable pour guider les prises de décisions, appeler à l'action, susciter des innovations utiles. Dans un monde de ruptures technologiques, de fragilités sociales et écologiques, en proie aux convulsions géopolitiques et économiques, l'imprévisible semble devenir la norme. Certes, une partie de ce qui nous attend est inconnue, mais une autre est connue.

Que savons-nous donc du monde qui vient ? Qu'il sera un monde plus urbain, plus peuplé, plus chaud. Un monde où les épisodes climatiques extrêmes seront plus fréquents. Un monde de rareté des matières premières et des ressources naturelles. Un monde où satisfaire les besoins de base de l'humanité en eau et en nourriture sera plus difficile.

Plus difficile, mais pas impossible. C'est là, dans la tension entre ces deux pôles, entre les appels du temps et la responsabilité individuelle et collective, entre les besoins du siècle et la volonté des parties prenantes, que se fonde une des missions de l'Institut Veolia : contribuer à rendre possible le nécessaire. A éviter le pire et à favoriser le souhaitable. A ne pas abdiquer le long terme. Si sous certains abords le futur paraît inquiétant, il le sera davantage si on ne le prépare pas. Dans le domaine de l'environnement et la santé humaine, les défis de ce siècle sont nombreux. Les identifier, les analyser, et surtout détecter des solutions pour

les relever, figurent parmi les missions cardinales de l'Institut. En ce sens, la prospective est un combat contre le pessimisme.

D'où les sujets traités par l'Institut en 2021 (l'économie circulaire, la transition juste, la transformation des systèmes agricoles, la finance verte, la sobriété, la raison d'être des entreprises...) et, plus encore, l'approche retenue pour les traiter : mettre en valeur les solutions éprouvées, les initiatives positives, les innovations prometteuses. En cette période où l'histoire s'accélère, où les défis s'accumulent et où la nécessité de la transformation écologique se fait plus pressante, le rôle de plateforme d'échange, de décryptage des évolutions et de « tête chercheuse » de l'Institut, en lien avec l'écosystème scientifique et économique mondial, gagne en importance.

Les entreprises, les pouvoirs publics, les administrations, les universités, les ONG..., tous doivent être prêts à plusieurs futurs possibles ! A sa mesure, l'Institut les y aide, en éclairant les futurs proche et lointain. Une des raisons pour lesquelles l'Institut fait de la prospective est bien sûr liée à la nature des métiers du groupe Veolia, auquel il a le privilège d'être adossé : l'alimentation en eau, la gestion des déchets, la fourniture d'énergie, l'agriculture urbaine, et, plus généralement, la préservation de l'environnement, sont par essence des activités de temps long. Mais il y a une autre raison, plus profonde, plus importante, plus impérieuse aussi : parce que "le long terme est une des figures de l'intérêt général".

“

L'économie circulaire constitue un levier favorable à la croissance économique d'un pays.

Elle préserve l'environnement, crée des emplois et de l'activité et relève également d'une démarche citoyenne et sociale.

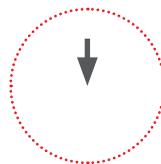
”



PIERRE-MARC JOHNSON

Président du Comité de prospective

ÉDITO



La transition juste est un vaste sujet qui fait partie du débat public depuis longtemps, et qui a vraiment pris de l'ampleur au cours des dernières années. Ce concept, qui est revenu tout au long de nos récents travaux au sein de l'Institut Veolia, implique que la transition énergétique, et plus généralement la transition écologique, ne doivent pas se faire aux dépens de la question sociale. Défendre une vision où une économie verte doit aller de pair avec des emplois et cadres de vie décentes pour tous, c'est mettre sur le même plan « fin du monde » et « fin du mois », sans délaisser ni l'un ni l'autre de ces horizons.

Faire des opportunités « vertes » une réalité en développant des emplois et lieux de travail verts, notamment sur le plan technologique ; mener une recherche et une évaluation des impacts professionnels et sociaux pour préparer au mieux le changement ; consulter tous les acteurs concernés par ces changements afin de garantir une transition respectueuse des droits humains et du travail ; former les travailleurs aux nouvelles compétences que requiert la transition énergétique, ou mettre en place des politiques sociales et professionnelles qui protègent les travailleurs des vulnérabilités engendrées par la transition, sont autant de facteurs à prendre en compte par les entreprises, comme par les ONG ou les gouvernements, qui abordent désormais la durabilité sous les angles concomitants de l'environnement, de l'économie et du social.

Dans ce contexte, l'économie circulaire, qui relève en premier lieu d'une démarche écologique de préservation de l'environnement, constitue un levier favorable à la croissance économique d'un pays. Selon une étude du Club de Rome, relayée par l'Institut national de l'économie circulaire, elle pourrait générer

en France 500 000 emplois et + 2,5 % de PIB. Un impact différent, mais toujours important, dans chaque pays. Ainsi l'Institut de l'économie circulaire a évalué l'impact d'un développement de l'économie circulaire, ou d'une meilleure gestion des ressources naturelles dans différents pays, en matière d'emploi : il serait de 1,2 million d'emplois en plus en Corée du Sud, près de 233 000 en Afrique du Sud, 3,3 millions en Australie. En Europe, les différentes études publiées évoquent 1,4 à 2,8 millions d'emplois créés et une réduction de 17 % de la consommation de ressources naturelles.

L'économie circulaire repense les relations entre les acteurs économiques, incite au partage et à l'échange de savoir-faire, au développement de circuits courts et de filières locales, à la consommation responsable, à la mutualisation d'infrastructures. De plus, les emplois qu'elle génère relèvent souvent de l'économie sociale et solidaire. En somme, l'économie circulaire préserve l'environnement, crée des emplois et de l'activité et relève également d'une démarche citoyenne et sociale.

C'est dans toutes ses dimensions que cette économie d'un nouveau type alimente la réflexion de l'Institut Veolia, de même qu'elle irrigue la stratégie du groupe Veolia, qui met en place des solutions opérationnelles et de nouveaux business models pour favoriser le développement des territoires. Cette démarche est au cœur de son ambition stratégique et de sa vision, une vision où la transformation écologique est aussi une question sociale. L'ampleur du défi climatique met en effet en évidence la nécessité d'organiser l'économie à l'aune de critères sociaux et écologiques qui assurent l'intégrité des écosystèmes et des conditions de vie décentes pour le plus grand nombre.

UNE PLATEFORME

DE PROSPECTIVE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIÉTALE

Depuis 2001, l'Institut Veolia mène un travail de prospective sur les enjeux situés au carrefour de l'environnement et de la société. Sa mission est de proposer des regards croisés pour éclairer le futur. En tant que passerelle entre le monde académique, la société civile et l'entreprise Veolia, l'Institut contribue à nourrir le débat public, à repérer et partager les éléments d'analyse et de compréhension des enjeux émergents.

UNE DÉMARCHE PARTENARIALE ET MULTIDISCIPLINAIRE

L'Institut Veolia développe ses activités à travers un dialogue permanent avec les milieux scientifiques et intellectuels. A travers ses conférences-débats, sa revue, *La Revue de l'Institut - FACTS Reports*, et des groupes de travail prospectifs, l'Institut Veolia réunit et diffuse les expériences et expertises de différents acteurs (chercheurs, experts académiques, pouvoirs publics, organisations internationales, ONG, entreprises) pour proposer des regards croisés sur ses thématiques de travail :

- Accès aux services essentiels
- Biodiversité
- Changement climatique
- Gouvernance et débat sociétal
- Ressources et économie circulaire
- Santé et environnement
- Villes et services urbains



En 2021, l'Institut Veolia a notamment travaillé en partenariat avec le cabinet d'études et de conseil français Archipel&Co ainsi qu'avec le Centre de Gestion Scientifique de Mines ParisTech pour ses différentes productions.

UNE GOUVERNANCE OUVERTE SUR LE MONDE

L'Institut Veolia repose sur trois piliers :

- une équipe opérationnelle qui assure le fonctionnement de l'Institut au quotidien ;
- un conseil d'administration qui définit la politique générale, dirige et contrôle la gestion de l'Institut ;
- un Comité de prospective qui accompagne l'Institut et oriente son développement.

L'ÉQUIPE DE L'INSTITUT VEOLIA

L'équipe de l'Institut Veolia recherche des pistes de réflexion, propose les grandes orientations et identifie les sujets prioritaires et les experts partenaires. Elle met en œuvre les programmes d'action, coordonne le réseau d'intervenants et valorise les résultats de ses travaux. Ce travail collectif est discuté régulièrement avec le Comité de prospective et validé en conseil d'administration.



Dinah Louda
Présidente



Nicolas Renard
Directeur exécutif



Lorraine de Jerphanion
Responsable des programmes



Sophie Soubrier
Assistante de direction

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration de l'Institut Veolia incarne le positionnement de l'Institut et les passerelles qu'il crée entre les acteurs privés, la sphère scientifique et les représentants de la société civile. Sa représentation mixte, composée de 14 membres – incluant des représentants du Groupe Veolia, du Comité de prospective et des experts extérieurs reconnus – permet une gestion équilibrée de l'Institut.

Sont membres du conseil d'administration :

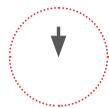
Jean-Pierre Boisivon, professeur émérite de l'Université Paris II Panthéon-Assas, vice-président de l'Institut ; **Estelle Brachlianoff**, directrice générale exécutive en charge des opérations, Veolia ; **Antoine Frérot**, président-directeur général, Veolia ; **Paul-Louis Girardot**, vice-président de l'Institut ; **Alain Griot**, conseiller du directeur de la recherche et de l'innovation, ministère de la Transition écologique et solidaire ; **Olivier Grunberg**, directeur général délégué de Veolia Eau France ; **Philippe Guitard**, directeur de la zone Europe centrale et orientale, Veolia ; **Pierre-Marc**

Johnson, avocat international, ancien Premier ministre du Québec, président du Comité de prospective de l'Institut ; **Claude Laruelle**, directeur général adjoint en charge des finances, Veolia, trésorier de l'Institut ; **Helman Le Pas de Sécheval**, secrétaire général, Veolia ; **Claude Mandil**, ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie ; **Julia Marton-Lefèvre**, experte en développement durable et environnement, ancienne directrice générale de l'UICN ; **Jean-Pierre Tardieu**, président d'honneur de l'Institut Veolia ; **Sébastien Treyer**, directeur général de l'IDDRI.

LE COMITÉ DE PROSPECTIVE

Grâce à la réputation internationale de ses membres et à leur expertise, le Comité de prospective guide les travaux et le développement de l'Institut Veolia. Depuis la création de l'Institut en 2001, à l'occasion de réunions régulières, le Comité contribue à enrichir les réseaux de l'Institut et à orienter sa mission de prospective.

Les réunions du Comité de prospective sont l'opportunité pour l'Institut de faire valider les projets en cours, de détecter de nouveaux sujets de prospective et d'enrichir ses axes de travail grâce aux éclairages d'experts internationaux et renommés.



RÉUNION EN 2021 :

Les enjeux de la transition juste

En octobre 2021, le Comité de prospective, qui guide les travaux et le développement de l'Institut, a consacré une journée d'études à distance aux enjeux de transition écologique juste, avec un focus sur les questions d'alimentation, d'emploi et de formation.

MEMBRES :



Harvey Fineberg
Président de la Gordon and Betty Moore Foundation
Ancien Président de l'Institut de Médecine des Etats-Unis



Pierre-Marc Johnson
Avocat-conseil au cabinet Lavery Avocats à Montréal
Ancien Premier Ministre du Québec



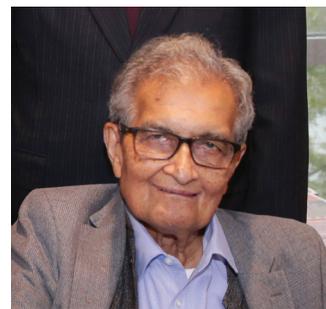
Philippe Kourilsky
Directeur général honoraire de l'Institut Pasteur
Biologiste
Professeur émérite au Collège de France



Amy Luers
Directrice Sciences Environnementales, Microsoft
Fondatrice de Sustainability in the Digital Age



Mamphela Ramphele
Ancienne Directrice générale de la Banque mondiale
Ancienne vice-recteur de l'Université du Cap



Amartya Sen
Économiste, Prix Nobel d'économie 1998
Titulaire de la Chaire Thomas Lamont et professeur d'Economie et de Philosophie à l'université d'Harvard

UNE LÉGITIMITÉ RECONNUE

Depuis plus de 15 ans, grâce à son positionnement singulier, à la fois riche de l'expérience de l'entreprise Veolia ainsi que du soutien et de la rigueur scientifique du Comité de prospective, l'Institut Veolia s'est imposé comme une plateforme pertinente et légitime sur les enjeux globaux, ce qui lui vaut une reconnaissance à l'échelle internationale.

L'Institut Veolia a ainsi été admis comme « Observateur ONG » par la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) sur décision de la COP 21 en décembre 2015. Il s'agit d'une reconnaissance de la légitimité de l'Institut comme contributeur à la compréhension des enjeux climatiques. Cette admission lui permet de participer aux COP aux côtés des Parties (gouvernements, négociateurs...), d'être force de proposition au sein des réseaux d'acteurs de la société civile et de nourrir les débats de préparation des négociations.

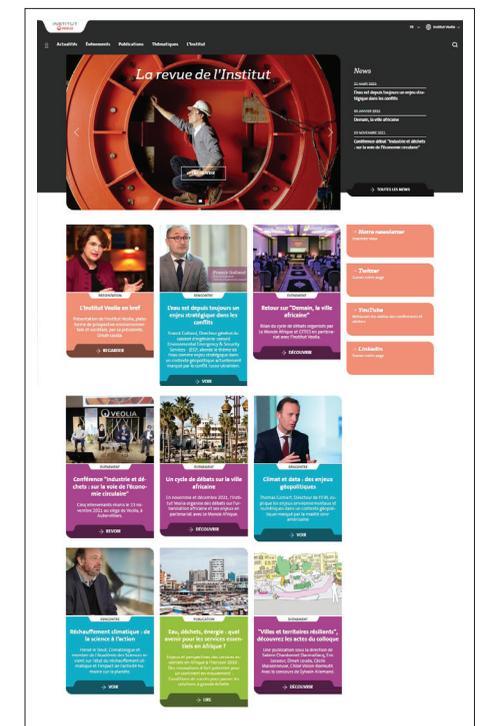
Cette accréditation s'ajoute aux autres reconnaissances obtenues précédemment :

- Membre du réseau « société civile » du département des affaires sociales de l'ONU
- Statut d'« organisation de recherche » par la Commission européenne dans le cadre du septième Programme-cadre pour la recherche.

DES TRAVAUX ACCESSIBLES À TOUS

L'Institut a poursuivi ses actions de communication et la diffusion de ses travaux le plus largement possible en 2021 :

- **Les publications de l'Institut Veolia** sont disponibles en accès libre, sur le site internet de l'Institut Veolia et sur le portail de ressources électroniques en sciences humaines et sociales Open Edition.
- **Les conférences de l'Institut Veolia** peuvent être visionnées en vidéo sur le site internet et la chaîne Youtube de l'Institut
- **La newsletter et les réseaux sociaux** permettent d'animer le réseau externe de l'Institut Veolia ainsi que ses liens avec le groupe Veolia. ■



DEMAIN, LA VILLE AFRICAINE

URBANISATION ET SERVICES ESSENTIELS

D'ici une génération, l'Afrique aura multiplié par deux sa population et abritera 2,5 milliards d'habitants. Les villes absorbent 70 % de la croissance démographique du continent. Face à ce constat, développer les infrastructures urbaines est un véritable défi, pour donner accès à tous à l'eau potable, à l'assainissement, à l'énergie et à une gestion durable des déchets.

INNOVER POUR LES SERVICES ESSENTIELS

Eau, Énergie, Déchets

A la suite de la parution, fin 2020, d'un nouveau numéro de sa revue dédiée aux enjeux d'accès aux services essentiels sur le continent africain, l'Institut Veolia a organisé une conférence accessible en ligne, ouverte à l'interne comme à l'externe depuis le siège de Veolia à Aubervilliers le 12 février 2021.

A la croisée des enjeux environnementaux et sociétaux, les défis de l'accès aux services essentiels seront notamment relevés grâce aux innovations multiples qui émergent sur le continent, portées aussi bien par des start-up, des grandes entreprises, des associations, voire par les populations elles-mêmes, à condition que les systèmes de gouvernance et les modèles économiques soient au rendez-vous pour permettre leur changement d'échelle et leur déploiement.

La conférence-débat a réuni les intervenants suivants : Fadel Ndaw, spécialiste Eau et Assainissement, Banque mondiale ; Haweya Mohamed, co-fondatrice d'Afrobytes ; Max Cuvellier, directeur de Mobile 4 Development, GSMA ; Christophe Maquet, alors directeur de la zone Afrique et Moyen-Orient, Veolia et en modérateur, David Menascé, directeur du cabinet Archipel&co et professeur à HEC.



UN CYCLE DE CONFÉRENCES AVEC LE JOURNAL LE MONDE

Rabat, Abidjan, Paris

Fin 2021, l'Institut Veolia a initié un cycle de conférences en partenariat avec *Le Monde Afrique* et *Cities* sur le thème « Demain, la ville africaine », en étroite collaboration avec les équipes de la zone Afrique et Moyen-Orient de Veolia. Ces rencontres ont été l'occasion d'analyser l'urbanisation du continent et ses enjeux. Elles se sont tenues en présentiel et en ligne, en novembre et en décembre.

- A Rabat, le 4 novembre, des experts ont abordé les leviers et les freins au développement des services essentiels pour tous. Sylvie Jaglin, LATTIS (Laboratoire technique Territoires et Sociétés), a introduit les débats où ont pris successivement la parole Christophe Angely, Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi) ; Moncef Ziani, Conseil économique, social et environnemental (Cese) du Maroc ; Salima Naji, architecte, urbaniste, Françoise Bonnet, Association des cités et régions pour la gestion durable des ressources (ACR+) ; Sheryn Ziani, Coalition pour la valorisation des déchets (Covad) ; Sais Eddine Laalej, Zelij Invent et Nabil Touzani, Renault Maroc. La conclusion a été faite par Driss Benhima, Office national de l'électricité (ONE).
- A Abidjan, le 18 novembre, c'est l'avenir des villes dites "intermédiaires" qui était au cœur des débats. La session a été introduite par François Moriconi-Ebrard, géographe, directeur de recherche au CNRS, président de l'Institut e-Geopolis. Puis de nombreux experts se sont succédé, tels François Yatta, CGLU Afrique ; Issa Diabaté, architecte ; Diamandé Messou, mairie de San Pedro ; Nicolas Djibo, maire de Bouaké ; Alexandre Lemille, African Circular Economy Network (ACEN) ; et Aurore Garnier, Club Abidjan Ville Durable. Le mot de conclusion est revenu à Dao Macoura, présidente du Réseau des femmes élues locales d'Afrique.



- Le 1er décembre, une émission réalisée par *Le Monde* a été diffusée en ligne sur le thème de l'économie circulaire comme pilier de transformation sur le continent africain. Comme l'ont expliqué Edouard Yao et Jocelyne Landry Tsonang, de l'ACEN ainsi qu'Alexandre Lemille, le continent dispose de nombreux atouts pour faire advenir une économie circulaire et inclusive. Ce cycle de débats a mis en lumière des exemples concrets de mise en œuvre de ces principes dans de nombreux secteurs.



- A Paris, le 9 décembre, au siège du journal *Le Monde*, une conférence de clôture a présenté les principaux enseignements du cycle. Laurent Bossard, directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO), nous a rappelé les enjeux sociaux, économiques, environnementaux et politiques qui ont été au cœur des échanges lors de cette conférence et clôturent le cycle de débats sur l'urbanisation africaine. Audrey Guiral-Naepels, AFD; Edouard Yao, ACEN; Joël Ntsondé, Ecole des Mines; Sename Koffi Agbodjinou, architecte; François Laurent, Urbaplan; James Christopher Mizes, Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales, Paris Dauphine; Jean-François Habeau, FMDV (Fonds mondial pour le développement des villes) et Dao Macoura, ont échangé sur ces thématiques. Karamoco Camara, Ewarren Financial Services, est intervenu sur le sujet de la mobilité et Dinah Louda, présidente de l'Institut, a clôturé cette dernière conférence.

LES INSIGHTS

NOUVEL OUTIL DE PROSPECTIVE INTERNE

L'Institut Veolia a lancé en 2021 un nouvel outil de prospective : les Insights. Ces notes d'analyse internes nous permettent de suivre des thématiques d'intérêt et de diffuser une vision prospective au sein du groupe. Elles présentent une synthèse sur un sujet de société en lien avec la transformation écologique, en alliant mise en perspective académique et exemples de passages à l'action.

En juillet, la première édition s'est intéressée aux enjeux de la performance plurielle de l'entreprise, avec une approche comparative.

En octobre, la seconde édition a présenté la montée en puissance du concept de transition juste, ainsi que des pistes de mise en œuvre opérationnelle. En 2022, la question de la sobriété sera à l'ordre du jour.



ÉCONOMIE CIRCULAIRE

RÉGLEMENTATIONS, MODÈLES ÉCONOMIQUES ET CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS

Face aux limites d'un modèle de production et de consommation linéaires et du système historique de gestion des déchets, la transition vers une économie circulaire est devenue une nécessité. Cette transformation exige d'importants changements de comportements de la part des acteurs (entreprises, consommateurs/citoyens), que les politiques publiques doivent encourager. L'émergence d'une économie circulaire innovante et créatrice d'emplois se fera autant à l'échelle de l'entreprise, que d'écosystèmes plus large, grâce à de nouveaux business models, notamment l'économie de la fonctionnalité.

UN NOUVEAU NUMÉRO DE LA REVUE DE L'INSTITUT VEOLIA - FACTS REPORTS

Industries et déchets : sur la voie de l'économie circulaire

L'Institut Veolia a publié en novembre 2021 un numéro dédié à l'économie circulaire, en partenariat avec une équipe de chercheurs issus du Centre de gestion scientifique de l'Ecole des Mines. Avec une vingtaine de contributions d'universitaires (Université de Yale, Université de Linköping, Université Paris-Dauphine), d'ONG (The Shift Project, African Circular Economy Network, Halte à l'obsolescence programmée-HOP, Fondation Ellen MacArthur) et d'entreprises (Envie, Veolia, Interface, Signify), ce numéro explore les voies de la transition vers l'économie circulaire :

- Depuis les débuts de la société de consommation, la production de déchets n'a fait que croître et la consommation de matières devrait doubler dans les quatre prochaines décennies. Les impacts environnementaux et sociaux sont de plus en plus visibles. L'économie circulaire, définie en opposition au modèle linéaire « extraire-utiliser-jeter », offre des solutions face à ces défis.
- Accompagner la transition de nos modèles vers l'économie circulaire implique de mobiliser les acteurs privés qui participent à la production des biens et services, les acteurs publics qui régulent la vie économique et sociale, ainsi que les consommateurs qui influencent, à travers leurs comportements d'achats, les stratégies actuelles et futures des entreprises.
- Pour passer à une circularité forte, il faut concevoir des produits traçables et réutilisables. Mais il y a d'autres défis à relever comme la toxicité, la technologie, l'emploi et le coût. Les pouvoirs publics ont donc un rôle à jouer en favorisant les investissements, en imposant des normes, en orientant les comportements, en forgeant des indicateurs.



UNE CONFÉRENCE-DÉBAT

Sobriété, réparabilité, réemploi, recyclage

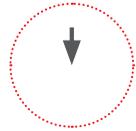
A la suite de la publication de ce numéro, l'Institut a organisé une conférence-débat ouverte à tous sur ce thème le 23 novembre au siège de Veolia à Aubervilliers. Animés par Franck Aggeri, professeur de management au Centre de gestion scientifique de Mines ParisTech et coordinateur du dernier numéro, les débats ont réuni :

- Valérie Guillard, professeur de marketing à l'Université Paris Dauphine, qui s'est intéressée aux comportements des consommateurs et à la question de la sobriété, qui questionne le besoin d'achat, en amont de l'économie circulaire.
- Ronan Groussier, responsable des affaires publiques de l'ONG Halte à l'obsolescence programmée-HOP, qui a présenté le travail de son organisation pour informer les consommateurs, influencer les décisions publiques et accompagner les entreprises vers l'allongement de la durée de vie des produits et leur réparabilité.
- Jean-Paul Raillard, président de la fédération Envie, qui est intervenu sur le potentiel de création d'emplois locaux de l'économie circulaire, en particulier dans le domaine de la réparation.
- Cédric L'Elchat, directeur général de la filiale de Veolia SARP Industries, qui a expliqué pourquoi le recyclage des batteries de véhicules électriques est une solution d'avenir.



LES RENCONTRES DE L'INSTITUT

LEVIERS ET ENJEUX DE LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE



Ce format de rencontres à l'attention des managers de Veolia permet d'explorer les mutations environnementales, sociétales et géopolitiques en cours en dialoguant avec des experts de haut niveau. En 2021, cinq rencontres ont eu lieu :

JANVIER 2021

HERVÉ LE TREUT

La résilience climatique à l'échelle des territoires

Hervé le Treut, climatologue et membre de l'Académie des sciences, est intervenu sur l'état du réchauffement climatique et l'impact de l'activité humaine sur la planète. Le constat d'un monde globalement impacté par la crise climatique force à l'action. Agir à l'échelle locale constitue une des réponses à cet enjeu.

FEVRIER 2021

THOMAS GOMART

Climat et data : des enjeux géopolitiques

Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI), a présenté la place des enjeux environnementaux et numériques dans un contexte géopolitique marqué par la rivalité sino-américaine. Les choix stratégiques des différents acteurs en matière de politique climatique et de contrôle des données vont être de plus en plus structurants.

SEPTEMBRE 2021

SÉBASTIEN TREYER

Transformer les systèmes agro-alimentaires à l'échelle européenne

Sébastien Treyer, directeur de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), a abordé la nécessaire transition écologique des systèmes alimentaires pour répondre aux enjeux de décarbonation, de protection de la biodiversité mais aussi d'emploi et de justice sociale.

OCTOBRE 2021

ANNE-CATHERINE HUSSON-TRAORE

Le pari européen de la finance durable

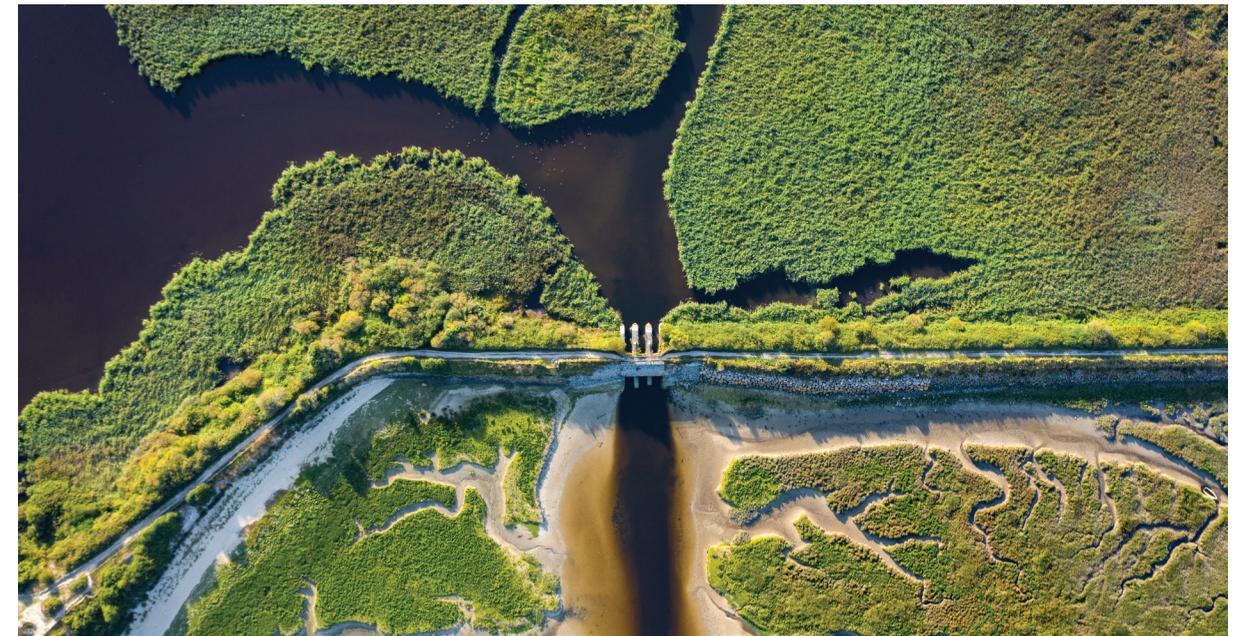
Anne-Catherine Husson-Traoré, directrice générale de Novethic, média et organisme de référence en matière de finance durable en France, a exposé les enjeux du reporting extra-financier pour les entreprises, les attentes croissantes des investisseurs et agences de notation dans ce domaine et les perspectives d'évolution, notamment en lien avec la taxonomie européenne.

NOVEMBRE 2021

ALEXANDRE RAMBAUD

La comptabilité écologique : un levier de transformation

Membre de la commission Climat et Finance durable de l'AMF et responsable de la chaire Comptabilité écologique d'AgroParisTech, Alexandre Rambaud a proposé une introduction aux nouveaux modèles développés pour prendre en compte le capital naturel et social de l'entreprise.



PERSPECTIVES POUR 2022

TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

L'Institut Veolia prépare un prochain numéro de sa revue sur le thème de la transformation écologique. Recouvrant des réalités multiples, variables selon le contexte géographique, l'horizon temporel, et le champ d'application considéré, ce processus est à la source de divergences et clivages interrogeant notre rapport à la nature et à la technique.

Un dénominateur commun des différentes approches est le pari sur la capacité de l'humanité à relever le « défi climatique », en repensant nos sociétés dans une logique soutenable. De plus en plus, c'est l'articulation entre impératifs environnementaux et questions sociales qui fait débat : comment concilier urgence climatique, crise de la biodiversité et rareté des ressources avec le développement humain et la lutte

contre les inégalités ? L'objectif de ce numéro est de mieux comprendre les différents récits et imaginaires qui existent autour de la notion de transformation écologique à travers le monde ; d'en préciser les enjeux et d'identifier les principales opportunités pour les organisations et plus largement la société et enfin d'identifier les conditions de l'accélération d'un processus de transformation vertueux.

Institut Veolia • institut.ve@veolia.com. Direction éditoriale : Lorraine de Jerphanion, Laurence Aureli. Impression : Quarante Six, Parc d'activités Leapark, 122-130 rue Marcel Hartmann - 94200 Ivry/Seine. Imprimé sur papier certifié FSC. Crédits photos © Médiathèque/Christophe Majani d'Inguibert (pages 4, 6, 9, 10, 12, 17), DR (page 10, Amy Luers), Maria/Adobe Stock (page 11), Naciri Zakaria (page 13), Moustafa Cheaiteli (page 14), Camille Millerand / Divergence pour *Le Monde* (page 15), Mathieu Rivrin (page 19).

Regards croisés pour éclairer le futur